



**Présidence de la Région Sicilienne  
Département Régional pour la Programmation**

**AVIS PUBLIC POUR LA SELECTION DE  
N° 1 EXPERT DU SECRETARIAT TECHNIQUE CONJOINT  
DU PROGRAMME IEV DE COOPERATION ITALIE TUNISIE 2014-2020**

\*\*\*\*

**PREAMBULE**

La Région Sicilienne dans le rôle d'Autorité de Gestion du « Programme de Coopération transfrontalière Italie Tunisie 2014-2020 » adopté avec la Décision de la CE C(2015) 9131 final du 17 décembre 2015 au sein des activités du Programme, entend compléter la composition du Secrétariat Technique Conjoint du programme avec l'attribution de n. 1 mandat professionnel pour un expert externe avec le rôle « Agent(e) de Projet et suivi financier du Programme ».

Conformément à l'art. 27 du Règlement d'exécution (UE) n. 897/2014 « Secrétariat Technique Conjoint et antennes » les pays participants peuvent décider d'établir un Secrétariat Technique Conjoint.

Le Programme Opérationnel Conjoint Italie Tunisie 2014-2020 et en particulier le chapitre 4.8 prévoit que les pays participants ont décidé d'établir un Secrétariat Technique Conjoint (STC) qui sera composé d'une équipe permanente de cinq personnes à sélectionner à travers une procédure ouverte à caractère international pour assurer la transparence et garantir une représentation équilibrée des pays participants tout en assurant le respect du principe d'égalité et de non-discrimination et il établit aussi qu'un Comité transnational ad-hoc avec des représentants de l'Autorité de Gestion et des représentants nommés par les deux pays participants sera responsable de la procédure de recrutement (termes de références et procédures de sélection).

L'Autorité de Gestion du Programme, à la suite de la démission de l'expert qui a gagné la procédure de sélection pour le profil professionnel « Agent de projet » publié le 28/10/2019, a vérifié le manque de disponibilité à prendre en charge le contrat par des experts classés dans la liste approuvée avec DDG n.52 du 10/03/2017

Donc le Comité Mixte de Suivi du programme, lors de la sixième réunion qui s'est tenue à Trapani le 30 et 31 juillet 2019, a partagé la proposition de lancer une nouvelle procédure pour l'identification de n. 1 unité de personnel hors de l'Administration régionale avec le profil professionnel "Assistant de projet et suivi financier du Programme" pour compléter l'équipe permanente du Secrétariat Technique Conjoint.

Par conséquent est approuvé la sélection du 5ème expert / membre du STC (termes de références et procédures de sélection) selon une procédure internationale ouverte pour n. 1 expert avec le profil professionnel - "Assistant de projet et suivi financier du Programme" dont le coût sera entièrement couvert par les dépenses du Plan d'Assistance Technique du Programme ENI Italie Tunisie 2014-2020.

**Article 1 - Objet de l'avis**

Avec le présent avis public on lance une procédure de sélection, sur dossier et entretiens (y inclus des épreuves pratiques), pour n. 1 expert - Assistant de projet et suivi financier du Programme - comme membre du Secrétariat

Technique Conjoint pour la mise en œuvre du Programme de Coopération transfrontalière Italie – Tunisie 2014-2020.  
L'objet de la mission de l'expert à sélectionner est établi comme suit :

- Analyse des rapports intermédiaires et finaux (contrôles administratifs) des projets ;
- Contribution à l'évaluation des propositions de projets ;
- Préparation et mise à jour du manuel de mise en œuvre des projets et du programme ;
- Appui aux bénéficiaires dans la mise en œuvre des projets ;
- Appui à l'AG dans la gestion et le suivi des projets et du Programme en assurant des visites sur place ;
- Préparation et présentation de documents et d'analyses sur la mise en œuvre des projets, et envoi d'informations pour les réunions du CMS ;
- Contribution à la rédaction des rapports annuels (y compris le rapport final) soumis au CMS et à la Commission européenne, pour la partie concernant les projets ;
- Assistance à l'AG dans ses fonctions de présidence et secrétariat du Comité de Sélection des Projets (CSP) ;
- Appui à l'AG dans l'organisation d'événements de Programme et au niveau national (lancement du Programme, lancement des appels et événements dédiés aux bénéficiaires de projet) ;
- Appui à l'AG dans les procédures de paiement aux bénéficiaires de projet, y compris l'analyse des rapports intermédiaires et finaux, la préparation des demandes d'information aux Points de Contrôle Nationaux ;
- Appui à l'AG dans l'utilisation du système informatique pour les bénéficiaires des projets et les organismes de Programme en assurant le flux de validation dans le système au niveau des projets et du programme ;
- Participation aux réunions du CMS, de l'AA et du Groupe des Auditeurs et autres réunions techniques ;
- Appui aux bénéficiaires et aux partenaires dans les activités de communication.

## **Article 2 – Conditions pour la présentation des candidatures**

La candidature peut être présentée par les candidats qui, à la date d'échéance du présent avis, satisfont les critères base d'admissions, **générales et spécifiques**, suivants :

### **a) Critères d'admission générale :**

1. Citoyenneté de l'un des États membres de l'UE ou une condition de citoyenneté comme prévu par l'art. 7 de la Loi 06/08/2013 n. 97 « Dispositions pour l'exécution des obligations dérivantes de l'adhésion de l'Italie dans l'Union Européenne » Loi Europeene 2013;
2. Jouissance des droits civils et politiques en Italie et / ou dans un des États Membres d'appartenance ou d'origine ;
3. ne pas avoir été rejeté, refusé ou renvoyé de l'administration publique pour mauvaise performance persistante ou renvoyé à la suite d'une procédure disciplinaire ;
4. ne pas avoir un casier judiciaire et n'être pas le destinataire des commandes relatives à la mise en œuvre des mesures de sécurité et des mesures préventives, des mesures civiles et administratives ou des sanctions inscrites dans le casier judiciaire en vertu de la législation en vigueur;
5. ne pas avoir été licencié ou retraité de l'utilisation ou des postes professionnels à une administration publique de la mauvaise performance persistante, qui n'a pas été privé de la cession elle-même, conformément à l'art. 127, lettre d) du D.P.R.10 Janvier 1957, n ° 3, et des modifications et des ajouts ultérieurs ;

6. absence de rapports de travail à durée indéterminée avec des administrations publiques ou des entités privées juridiquement incompatibles avec le poste ici proposé, et, sinon, être prêt à les arrêter au moment de l'acceptation de la mission ;
7. absence de rapports de travail permanents avec des parties privées en conflit avec les activités de cet avis, et, si non, la volonté d'interrompre ces activités au moment de l'acceptation de la mission ;
8. absence d'activité professionnelles en contraste ou en conflit avec les activités de ce poste, et, sinon, la disponibilité de son pouvoir lors de l'acceptation de la mission ;
9. aptitude physique à la position à remplir et aux tâches à accomplir (pour les catégories énoncées dans la loi 12 Mars 199 n.68, a établi la capacité à travailler et le degré d'invalidité est de ne pas porter atteinte à la santé ou la sécurité des autres opérateurs ou la sécurité des installations et lieux de travail). Il est sous réserve de la protection des personnes handicapées visées par la loi italienne 104 de 1992 ;
10. assurer, au cours de la durée du contrat, la présence au siège de l'AG ;
11. disponibilité à voyager fréquemment en Italie et à l'étranger.

**b) Critères d'admission spécifiques :**

<b>Agent de projet et suivi financier du Programme</b>	<ol style="list-style-type: none"> <li>1. Avoir un niveau d'enseignement correspondant à un cycle complet d'études universitaires de deuxième niveau selon le cadre européen des qualifications (EQF7) et sanctionné par un diplôme (licence ou diplôme équivalent).</li> <li>2. Expérience dans la gestion technique et/ou suivi des programmes cofinancés par les fonds communautaires.</li> <li>3. Au moins trois ans d'expérience dans la gestion technique des projets/programmes de coopération internationale et/ou des projets/programmes UE de coopération financés par les Fonds d'aide extérieure, des programmes de coopération transfrontalière, transnationale ou interrégionale dans le cadre de la Coopération Territoriale Européenne.</li> <li>4. Bonne connaissance du Français et de l'Italien, parlé et écrit.</li> </ol>
--	--

**Article 3 - Modalités de présentation des candidatures**

La demande de participation, rédigée en papier simple selon le modèle en annexe au présent avis, devra être présentée avec une copie du Curriculum Vitae de maximum 4 pages (8 feuilles), rédigé selon le modèle européen, daté et signé et avec la spécifique déclaration de consensus à l'utilisation de données personnelles en conformité avec le D.Lgs 196/2003, et avec tous les données personnels et les éléments nécessaires qui démontrent très clairement la présence des tous les critères d'admissibilité et d'évaluation.

Dans la demande de participation (rédigée selon le modèle A) le candidat, sous peine d'exclusion, doit déclarer sous sa responsabilité :

- a) le nom, le prénom, le code fiscal ou équivalent, la date et le lieu de naissance, le lieu de résidence (avec l'indication de l'adresse) et l'adresse de poste électronique ;
- b) d'être citoyen(ne) d'un État membre de l'Union Européenne ou être en condition de citoyenne comme prévu par l'art.7 de la Loi 06/08/2013 n.97 « Dispositions pour l'exécution des obligations dérivantes de l'adhésion de l'Italie à l'Union Européenne. Loi Européenne 2013.
- c) déclarer l'inscription aux listes électorales de la ville de résidence et la jouissance des droits civils et politiques en Italie et/ou dans les États d'appartenance ou provenance ;
- d) de ne pas avoir été rejeté ou renvoyé de l'administration publique pour la mauvaise performance persistante ou rejetée à la suite d'une procédure disciplinaire ;

- e) de ne pas avoir un casier judiciaire et n'être pas le destinataire des commandes relatives à la mise en œuvre des mesures de sécurité et des mesures préventives, des mesures civiles et administratives ou des sanctions inscrites dans le casier judiciaire en vertu de la législation en vigueur. En cas contraire, indiquer les éventuelles commandes relatives à la mise en œuvre des mesures de sécurité et des mesures préventives, des mesures civiles et administratives ou des sanctions inscrites dans le casier judiciaire en vertu de la législation en vigueur ;
- f) de ne pas avoir été licencié ou retraité de l'utilisation ou des postes professionnels à une administration publique de la mauvaise performance persistante qui n'a pas été privé de la cession elle-même, conformément à l'art. 127, lettre d) du D.P.R. 10 Janvier 1957, n° 3, et des modifications et des ajouts ultérieurs ;
- g) de ne pas avoir de rapports en cours de contrat de travail dépendant avec des administrations publiques ou des entités privées juridiquement incompatibles avec le poste ici proposé, et, sinon, être prêt à les arrêter au moment de la acceptation du mandat ;
- h) de ne pas avoir de relations permanentes de travail classique avec des parties privées en conflit ou en conflit avec les activités de cet avis, et, si non, déclarer la volonté de cesser ces activités au moment de la acceptation du mandat ;
- i) de ne pas avoir des activités professionnelles en contraste ou en conflit avec les activités de cet poste, et, sinon, déclarer la disponibilité de son pouvoir lors de l'acceptation du mandat ;
- j) d'avoir aptitude physique à la position à remplir et aux tâches à accomplir ;
- k) d'assurer, au cours de la durée du contrat, la présence régulière au siège de l'AG ;
- l) la disponibilité à voyager fréquemment en Italie et à l'étranger ;
- m) d'avoir le niveau d'enseignement demandé pour la soumission de la demande avec l'indication des données nécessaires.
- n) De remplir tous les critères d'admission spécifiques indiqués à l'art. 2 à la date d'échéance pour la présentation de la candidature du présent avis.

L'enveloppe avec la demande de participation, le CV et une copie du document d'identité en cours de validité, doit avoir la mention suivante reportée: **"AVVISO PUBBLICO PER LA SELEZIONE DI N.1 ESPERTO ASSISTENTE DI PROGETTO E MONITORAGGIO FINANZIARIO DEL PROGRAMMA, DEL SEGRETARIATO TECNICO CONGIUNTO DEL PROGRAMMA DI COOPERAZIONE TRANSFRONTALIERA ITALIA-TUNISIA 2014-2020" – NON APRIRE.**

Les demandes devront être envoyées, dans une enveloppe fermée, avec courrier postal par lettre recommandée avec accusé de réception ou avec service de courrier express à l'adresse : **Presidenza della Regione Siciliana – Dipartimento Regionale della Programmazione – Piazza Luigi Sturzo, 36 - 90139 Palermo.**

Les demandes devront être envoyées, sous peine d'exclusion, au plus tard avant le trentième jour après le jour de la publication sur le Journal Officiel de la Région Sicilienne – partie concours – si le jour d'échéance est un jour férié, l'échéance sera le premier jour après le jour férié. Fera foi la date du cachet postal.

Les demandes reçues après la date limite fixée ou qui sont incomplètes ne seront pas prises en compte. De plus, l'Administration décline toute responsabilité en cas de communication erronée de la part du candidat résultant de circonstances imprévues ou de force majeure.

#### **Article 4 - Modalités de sélection**

La Commission d'évaluation, en ligne avec le paragraphe 4.8 "*Segretariat Technique Commun*" du Programme de Coopération Italie Tunisie 2014-2020 approuvé avec Délibération du Conseil Régional sicilien n.164 du 26/06/2015 et n.69 du 9 Mars 2016 est nommée avec Décret du Directeur Général du Département de la Programmation de la Région Sicilienne et elle est composée par un représentant de l'Administration de la Région Sicilienne qui aura la fonction de président et par deux composants dont un représentant de l'Autorité Nationale en Tunisie, notamment le Ministère du

Développement, de l'Investissement et de la Coopération Internationale. Les opérations de sélection seront suivies par un fonctionnaire de l'Administration Régionale avec des fonctionnaires de secrétariat.

La Commission d'évaluation, qui se réunira auprès du siège de l'Autorité de Gestion, procédera comme suit :

## **PHASE 1**

- a) vérification de la recevabilité des demandes (régularité et intégrité de la documentation soumise) en ligne avec les indications de l'Art. 3;
- b) vérification de la conformité des candidats aux critères d'admission générale et spécifique obligatoires listés à l'art. 2 du présent avis. Lors de la vérification de la durée minimale nécessaire demandée comme critère d'admissibilité, les expériences acquises dans les mêmes périodes ne pourront pas être cumulées. L'absence d'un de critères demandés comportera l'exclusion de la procédure de sélection.
- c) Évaluation du Curriculum Vitae avec une attribution d'un total de 70 points maximum sur la base des qualifications, de la quantité et qualité de l'expérience professionnelle acquise en ligne avec les critères énoncés au suivant art. 5 ;



Aux termes de la vérification des points a), b) et c), la Commission d'évaluation procédera à la publication sur le site du POC Italie Tunisie ([www.italietunisie.eu](http://www.italietunisie.eu)) d'une **liste** des candidats admis et non admis aux phases successives de la sélection et une **liste provisoire** des candidats admis à l'entretien avec le respectif calendrier. Cette publication aura une valeur de notification avec tous les effets de loi.

## **PHASE 2**

- d) Évaluation de l'entretien et de la épreuve pratique avec une attribution d'un maximum de 30 points totaux sur la base des critères énoncés au suivant art. 6 ;



Aux termes de la vérification des éléments indiqués au point d) la Commission d'évaluation procédera à la publication sur le site du POC ([www.italietunisie.eu](http://www.italietunisie.eu)) d'une **liste finale** avec les candidats adaptés pour l'attribution des mandats professionnels. Cette publication aura une valeur de notification avec tous les effets de loi.

### **Article 5 – Evaluation des CVs**

Dans l'évaluation des CVs (phase 1), la Commission d'évaluation aura à disposition 70 points qui seront attribués sur la base des critères comme indiqués ci-dessous en attribuant les points pour chaque mois et pour chaque fraction de mois supérieure à 15 jours. Dans cette phase les expériences acquises dans les mêmes périodes pourront être cumulées.

#### **Expert- Agent de projet et suivi financier du Programme Qualifications (Max 10 points)**

1. **Diplôme ou mastère II niveau,** (Max 5 points)
  - Vote jusqu'à 105 Points 0
  - Vote jusqu'à 110 (un point pour chaque vote en plus de 105) Points 5 (max)En cas de plusieurs diplômes, seulement celui avec la note la plus élevée sera pris en compte
2. **Formation après université cohérente avec le profil** (Max 3 points)
  - Doctorat/PhD Points 3

- Master ou cours *post graduat* d'au moins un an académique Points 2
  - Formation spécialisée (0,5 points pour chaque cours) Points 1(max)
- 3. Connaissances linguistiques (Max 2 points)**
- Connaissance d'une autre langue autre celle requises par les critères d'admissibilité Points 1
  - Connaissance de 2 langues, outre celles requise par les critères d'admissibilité Points 2

#### **Expérience (Max 60 points)**

#### **4. Expérience dans la gestion technique et/ou de suivi des programmes cofinancés par des Fonds communautaires**

- (Max 30 points)**
- Niveau de pertinence suffisant – (1-18 mois) (max) Points 18
  - Niveau de pertinence moyen - (19-24 mois) (max) Points 24
  - Niveau de pertinence élevé - (25-30 mois) (max) Points 30

#### **5. Expérience dans la gestion technique de projets et des programmes de coopération internationale et/ou projets ou des programmes UE de coopération financés par les fonds d'aide extérieure ou des programmes de coopération transfrontalière, transnationale ou interrégionale dans le cadre de la Coopération Territoriale Européenne**

**(Max 30 points)**

Nombre de mois en plus de ceux requis par les critères d'admissibilité Points 0,50 mois

Seront admis à l'entretien/épreuve pratique les candidats qui ont obtenu, à la fin de la phase 1, le score au moins de 40 points.

#### **Article 6 – Évaluation de l'entretien/épreuve pratique**

La Commission d'évaluation peut attribuer 15 points pour l'entretien et 15 points pour l'épreuve pratique.

L'entretien se déroulera en langue italienne et/ou en langue française et il servira à vérifier l'expérience professionnelle acquise par le candidat dans les domaines ci-dessous indiqués, ainsi que sur les aptitudes, les raisons et la disponibilité pour la fonction professionnelle demandée.

Domaines thématiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Méthodologies de gestion du cycle de vie du projet, de l'approche du cadre logique, dans l'utilisation des indicateurs objectivement vérifiables (IOV) et SMART ;</li> <li>• Méthodologies de suivi et évaluation dans le domaine de la coopération européenne et internationale, en particulier de l'approche ROM (Result Oriented Monitoring) ;</li> <li>• Connaissance de la réglementation, des procédures et des instruments financiers et administratifs européens ;</li> <li>• Connaissance des institutions et des politiques de l'UE en matière des relations euro-méditerranéennes, aide extérieure et coopération territoriale européenne (Politique régionale de l'UE);</li> </ul>

L'épreuve pratique sera basée sur l'utilisation des instruments informatiques Office Automation et connaissance informatiques et en particulier :

Domaines thématiques
<ul style="list-style-type: none"> <li>• Connaissance informatique dans l'élaboration et la gestion des systèmes de suivi et contrôle de gestion technique et financière dans le cadre du programme financé par UE ;</li> <li>• Création et élaboration des textes, gestion de base de données, feuilles de calcul, présentations.</li> </ul>

Ne seront pas considérés aptes, les candidats qui n'auront pas obtenu le score minimum de 8 points pour chaque des susdites épreuves.

Sur la base du résultat de l'entretien et de l'épreuve pratique, la Commission d'évaluation formulera la liste finale des candidats examinés, avec l'indication du score final total obtenu de chaque candidat ainsi que les résultats relatifs à la phase 1 et à la phase 2. La liste des candidats aura une durée de deux ans après la date de publication et pourra être utilisée pour remplacer tout membre du STC.

La publication sur les sites web institutionnels constituera une notification et a tous les effets légaux.

La Région sicilienne procédera à des vérifications appropriées de ce qui a été déclaré lors de la participation et dans le curriculum vitae du candidat qui était le premier dans la liste finale de la procédure de sélection et se réserve le droit de procéder aux mêmes vérifications pour les autres candidats. Les dispositions du D.P.R. n. 445/2000 art.76 e s.m.i sont appliquées, le cas échéant.

#### **Article 7 – Lieu, durée et conditions salariales**

Le mandat, à dérouler surtout près le siège de l'AG, pourra avoir (en conformité avec la législation en vigueur) une durée maximale égale à la durée de la période de la programmation du POC IEV Italie-Tunisie 2014-2020 et il sera lié au projet objet du mandat.

L'attribution de la mission, aux fins de confirmation de la durée, fera l'objet d'une évaluation périodique par l'AG qui sera établie dans le contrat de collaboration.

Les termes et conditions de suspension / interruption temporaire de la mission, ainsi que la résiliation, la révocation et l'interruption immédiate, seront réglés dans le contrat conformément aux dispositions de la réglementation en vigueur.

Le salaire annuel brut pour le profil indiqué à l'Art. 1 est le suivant :

Agent de projet et suivi financier du Programme - Salaire annuel : € 36.800 exclus les charges fiscales prévues par la loi en charge à l'Administration au moment de l'attribution de la mission et de la TVA si prévue.

Les éventuels coûts pour les missions, autorisées par l'Autorité de Gestion, sont en charge du programme de coopération, comme prévu par le paragraphe 5.5 du POC "Assistance technique et procédures de marché » et du plan de l'assistance technique approuvé par le Comité Mixte de Suivi.

Les conditions supplémentaires pour l'exécution de la mission seront spécifiées dans le contrat de collaboration.

La conclusion du contrat et son efficacité sont soumis aux règles en vigueur en matière de publicité et à la vérification par les organes de contrôle compétents.

Le candidat qui a réussi la procédure de sélection devrait signer le contrat pour la nomination dans le délai indiqué par la Région sicilienne sous réserve de révocation.

#### **Article 8 – Confidentialité des données personnelles**

La Région sicilienne est responsable de la confidentialité des données personnelles. Avec D.P. 638 du 19 Décembre 2018 M. Dario Tornabene, Dirigeant General du Department de la Planification, selon l'art. 28 du Reg. UE 2016/679, a été designé, responsable de la confidentialité des données personnelles pour Il Department de la Planification. En ce qui concerne les dispositions du décret-loi 30 Juin 2003 n. 196, «Code concernant le traitement des données personnelles », et du Reg. UE 2016/679 les données contenues dans les demandes reçues sont traitées dans le seul but de la gestion de cette procédure.

#### **Article 9 – Règles de sauvegarde et controverse**

Le présent avis n'oblige pas la Region sicilienne - Département regionale de la Programmation a confier des contrats pour l'attribution de la mission. L'avis peut être suspendu ou annulé pour exigences administratives et juridiques de l'Administration avec communication sur le site du programme [www.italietunisie.eu](http://www.italietunisie.eu), sur le site [www.euroinfosicilia.it](http://www.euroinfosicilia.it) et sur le site web du Gouvernement Tunisien et aucun candidat ne peut prétendre à aucun droit.

Les éventuelles controverses de l'Autorité judiciaire seront adressées aux sièges judiciaires de Palerme, compétents en matière et valeur.

#### **Article 10 - Publicité**

Afin d'assurer une ponctuelle connaissance des dates d'échéance et des modalités de sélection prévues dans cet avis, publicité sera faite sur le Journal Officiel de la Région Sicilienne – partie concours- le texte intégral de l'avis sera publié en langue italienne et française sur le site du programme [www.italietunisie.eu](http://www.italietunisie.eu) et sur le site [www.euroinfosicilia.it](http://www.euroinfosicilia.it) et sur le site web du Gouvernement Tunisien. Le texte iitalien fait foi.

#### **Article 11 – Responsable de la procédure et des informations**

Pour la présente procédure, conformément à la l.r. 10/1991 et ss.mm.ii., le responsable est M.me Daniela Bica-Dirigeant du Service 5 Cooperation territoriale PO Conjoint IEV Italie Tunisie du Département Régional de la Programmation de la Région Sicilienne.

Toutes les demandes de clarification peuvent être demandées au n tél.: +39 091-7070036 / 289 ou par courrier électronique à l'adresse : [d.bica@regione.sicilia.it](mailto:d.bica@regione.sicilia.it) et [servizio5.programmazione@regione.sicilia.it](mailto:servizio5.programmazione@regione.sicilia.it) au maximum cinq jours avant la date limite de dépôt des candidatures.

Il Dirigente Generale  
Dario Tornabene